

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, allées marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 08/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIÈRES ET MATÉRIAUX d'ASASP**

Avenue de l'Ursuya  
CS 30031  
64 250 Cambo-Les-Bains

Références : DREAL/UBD40-64/D2026  
Code AIOT : 0005205360

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement CARRIÈRES ET MATÉRIAUX d'ASASP implanté Canton de Hourcq 64 660 Asasp-Arros. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIÈRES ET MATÉRIAUX d'ASASP
- Canton de Hourcq 64660 Asasp-Arros
- Code AIOT : 0005205360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières et Matériaux d'Asasp est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 97/IC/187 du 27 octobre 1997, une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'Asasp-Arros, sur une superficie de 558 578 m<sup>2</sup>, pour une durée de 30 ans. Cette autorisation arrivera à échéance le 27 octobre 2027.

Cette autorisation fait l'objet des modifications suivantes :

- arrêté complémentaire n° 01/IC/508 du 6 décembre 2001 relatif aux échéances de fin de travaux et de remise en état du site ;
- arrêté complémentaire n° 04/IC/256 du 3 juin 2004 relatif aux modifications de prescriptions techniques et aux garanties financières.

La production maximale autorisée de la carrière est de 500 000 tonnes par an. Cette activité est associée à une installation de broyage – concassage – criblage des matériaux d'une puissance de 360 kW.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 2.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.7	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.2-2	Sans objet
4	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.2-4	Sans objet
5	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.3	Sans objet
6	Identification des rejets	Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.5-3	Sans objet
8	Contrôle	Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 5.5	Sans objet
9	Organisation des secours	AP Complémentaire du 03/06/2004, article 7.3	Sans objet
10	Garanties financières	AP Complémentaire du 03/06/2004, article 8.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est correctement exploité dans son ensemble. Toutefois, l'inspection a mis en évidence des non-conformités nécessitant la réalisation des actions correctives suivantes :

- Évacuation de l'ancien camion citerne inutilisé ainsi que des stockages sans lien avec l'exploitation de la carrière ou qui n'ont plus d'utilité ;
- Mise en place du registre de relevé du compteur de prélèvement d'eau ;
- Identifier et aménager le point de contrôle du rejet du séparateur d'hydrocarbures, nettoyer son accès ainsi que celui du point de prélèvement du bassin de décantation.

Les autres points de contrôle n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégration dans le paysage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords des installations, placées sous le contrôle de l'exploitant sont aménagées et maintenues en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.
<b>Constats :</b> Des opérations de nettoyage ont été réalisées depuis la dernière visite de l'inspection du 28 juin 2023. Il reste toutefois à évacuer l'ancien camion citerne inutilisé et des stockages sans lien avec l'exploitation de la carrière ou qui n'ont plus d'utilité. Conformément à la demande émise par l'inspection suite à la visite du 28 juin 2023, l'exploitant a mis en place un plan de gestion des espèces invasives afin de réduire sa prolifération. Ce plan a été transmis à l'inspection. L'inspection constate que l'exploitant procède chaque hiver à une coupe mécanique des plants avant fructification notamment au niveau des pistes d'accès aux fronts.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant l'évacuation de l'ancien camion citerne inutilisé et des stockages sans lien avec l'exploitation de la carrière ou qui n'ont plus d'utilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.1.1 – Conception des installations de prélèvement d'eau Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. 3.1.2 – Relevés des prélèvements d'eau Le relevé des volumes est effectué hebdomadairement. Ces informations sont portées sur un registre, tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées. Une fois par mois, un récapitulatif des prélèvements est adressé à l'Inspecteur des Installations classées. 3.1.3 – Protection des réseaux d'eau potable Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou dispositif de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés, en tant que de besoin, pour isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter les retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.
<b>Constats :</b> Le registre de relevé du compteur de prélèvement d'eau n'a pas été mis en place par l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant la mise en place du registre de relevé du compteur de prélèvement d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.2-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.
<b>Constats :</b> Le plan des réseaux mis à jour en 2025 a été transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Cuvettes de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.2-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cuvettes de rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>– 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres).</li></ul> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir associé (s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits stockés dans le bungalow atelier dont la présence avait été constatée par l'inspection lors de la visite du 28 juin 2023 ont été évacués.</p> <p>Aucun stockage de produit dangereux n'a été constaté lors de la visite d'inspection objet du présent rapport.</p> <p>Une rétention mobile a été achetée pour le ravitaillement des engins sur chenilles, achat justifié par la facture transmise à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les réseaux d'égouts sont conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur. Les aires de ravitaillement, d'entretien et de lavage des engins de chantiers sont étanches, entourées par un caniveau et reliées à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation des flammes.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 28 juin 2023, il avait été mis en évidence une dérivation du réseau de collecte des pistes en amont de la plateforme de traitement, non identifié dans le plan des réseaux et non suivi pour la qualité du rejet. L'inspection constate lors de la visite objet du présent rapport l'absence de ce rejet. L'exploitant indique que ce rejet a été supprimé et que les eaux de ruissellement sont désormais redirigées vers le bassin de traitement existant. L'ensemble du dispositif de collecte et de traitement jusqu'au séparateur d'hydrocarbures doivent être nettoyées et révisées avant la prochaine campagne d'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Identification des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.5-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différentes catégories d'eaux rejetées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>– rejet n° 1 : les eaux domestiques ;</li><li>– rejet n° 2 : les eaux pluviales et les eaux de lavage des engins de chantiers ;</li><li>– rejet n° 3 : les eaux de procédés des installations.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les eaux domestiques sont stockées dans une fosse étanche sous les toilettes. Les eaux pluviales sont rejetées depuis un bassin de décantation à l'entrée du site. Les eaux de l'aire étanche de ravitaillement sont associées à un séparateur d'hydrocarbures avant d'être drainées vers le bassin de décantation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Conditions de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.7.1 – Conception et aménagement des ouvrages de rejet Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. 3.7.2 – Points de prélèvements Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure. Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité, Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que le point de contrôle du séparateur d'hydrocarbures n'est pas identifié ni aménagé. Le séparateur d'hydrocarbures ainsi que le point de prélèvement du bassin de décantation sont de plus inaccessibles du fait d'une végétation importante.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant d'identifier et d'aménager le point de contrôle du rejet du séparateur d'hydrocarbures et de nettoyer son accès ainsi que celui du point de prélèvement du bassin de décantation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Contrôle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1997, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle
<b>Prescription contrôlée :</b> Une étude de bruit sera réalisée par un organisme ou une personne qualifiée, dès la mise en place des équipements de protection contre le bruit sur les installations de traitement. Les mesures seront effectuées en des points dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées. Le choix de l'intervenant sera également soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées. Les frais sont supportés par l'exploitant. L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle des niveaux sonores a été réalisé le 11 septembre 2023. Le rapport qui présente les résultats obtenus lors de cette campagne de mesurage a été transmis à l'inspection. Le rapport indique que : <ul style="list-style-type: none"><li>• le site était en mode de fonctionnement normal lors de la campagne de mesurage,</li><li>• l'émergence et les niveaux sonores mesurés en limite de propriété sont conformes aux attentes réglementaires.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Organisation des secours**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/06/2004, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des secours
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 7.3.2 – Contrôle des moyens de secours Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement. Les résultats de ces vérifications sont portés sur un registre spécial, tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. [...]
<b>Constats :</b> Suite à la visite de l'inspection du 28 juin 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection dans son courrier de réponse du 20 juillet 2023 que les engins et la cuve mobile sont équipés d'extincteurs qui sont retirés en l'absence prolongée de personnel sur site. L'inspection constate le jour de la visite objet du présent rapport qu'un extincteur, contrôlé au mois d'octobre 2025, a été rajouté dans le bungalow atelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/06/2004, article 8.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L 516.1 du code de l'environnement dans les conditions suivantes [...]
<b>Constats :</b> Un acte de cautionnement pour les garanties financières a été établi jusqu'au 27 octobre 2027.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite